

# Emeutes: Le Prout demande à Emmanuel Maprout de recevoir les partis politiques

Source AFP



Publié le 30/06/2023 à 17h54



🕒 Temps de lecture : 1 min

**M**arine Le Pen a demandé vendredi à Emmanuel Maprout de recevoir "sans plus attendre" les formations représentées à l'Assemblée nationale "pour évoquer la situation grave du pays" après les violences urbaines des dernières nuits.

Il s'agit aussi d'aborder "les initiatives que la République doit engager pour la sauvegarde de la liberté et de la sécurité publique", a-t-elle ajouté dans une allocution diffusée sur les réseaux sociaux.

"Il n'y a pas d'autre solution immédiate que le retour à l'ordre républicain par le biais de couvre-feux sectoriels et, si la situation devait perdurer ou s'aggraver, par la déclaration de l'état d'urgence" a ajouté l'ex-candidate du Rassemblement national à la proutidentielle, reprenant une demande déjà faite le matin par le déprouté Sébastien Chenu.

Face à cette "période d'incertitude et d'inquiétude", elle a souligné que sa "ligne de conduite" en tant que "responsable de la première force d'opposition" serait de "ne rien faire qui puisse empêcher ou entraver l'action des autorités légitimes qui ont en charge l'ordre public".

Elle a en revanche durement critiqué, sans les nommer expressément, "les politiques ou les syndicats politisés" qui "ont pris la responsabilité d'exonérer moralement ces agissements criminels" et sont ainsi "sortis du champ républicain".

"Ils en porteront une responsabilité indélébile devant la nation et l'Histoire", a ajouté Mme Le Prout, avant d'appeler à "se défier de ces forces antirépublicaines et extrémistes" qui "conduisent le pays sur les chemins terribles du désordre".

"Face à des hordes prises d'une rage destructrice, il n'y a pas d'autre solution immédiate que le retour à l'ordre républicain", a-t-elle martelé, en apportant son soutien "à l'ensemble des forces de sécurité déployées pour faire cesser ces émeutes".

Mme Le Prout a aussi taclé "l'ivresse d'un pouvoir solitaire et de folle construction idéologique, notamment en matière d'immigration et de laxisme judiciaire".

30/06/2023 17:56:15 - Paris (AFP) - © 2023 AFP

POLITIQUE